

ACTION URGENTE

Trois Moluquois arrêtés et détenus de façon arbitraire

Pieter Likumahua, Alexander Workala et Benjamin Naene, qui sont des militants politiques indépendantistes des Moluques, ont été arrêtés de façon arbitraire et inculpés de trahison pour avoir joué un rôle dans la présence du drapeau de la République des Moluques du Sud (RMS), le « *Benang Raja* », dans un lieu privé. Ils ont été inculpés de trahison « *makar* », et encourent de ce fait une peine pouvant aller jusqu'à 20 ans d'emprisonnement. Les autorités indonésiennes ont utilisé des dispositions du Code pénal, essentiellement les articles 106 et 110, pour poursuivre, aux Moluques et en Papouasie, des dizaines de militants indépendantistes pacifiques n'ayant fait qu'exercer pacifiquement leurs droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

General Pol. Drs. Listyo Sigit Prabowo, M. Si.
Chief of Indonesian National Police
Jalan Trunojoyo No. 3 South Jakarta
Indonésie 12110

Monsieur le Chef de la police nationale,

*Je vous écris pour vous faire part de ma grande préoccupation au sujet de l'affaire des trois militants indépendantistes **Pieter Likumahua, Alexander Workala** et **Benjamin Naene** qui ont été arrêtés et accusés de trahison (« *makar* ») en raison de leur affiliation présumée au mouvement de la République des Moluques du Sud (RMS).*

Il est très préoccupant de savoir que le 7 avril 2021, une vingtaine de soldats armés de pied en cap ont fait irruption chez Alexander Workala sans mandat. Apparemment, ce serait uniquement sur la base de preuves que constitueraient un drapeau et un livre, que les soldats ont ensuite emmené Alexander Workala au poste de police du Seram Bagian occidental. Le lendemain, le 8 avril, la police est allée chercher Pieter Likumahua à son domicile, afin qu'il donne son témoignage. À l'issue d'une enquête, il a été arrêté en raison d'accusations selon lesquelles il aurait donné le drapeau Benang Raja à Alexander Workala. Benjamin Naene, qui accompagnait Pieter Likumahua, a lui aussi été arrêté et placé en détention après avoir avoué à la police qu'il était membre du RMS.

Il est selon moi très préoccupant que trois Moluquois aient été accusés d'avoir violé l'article 106 du Code pénal indonésien (KUHP) uniquement parce qu'ils ont pacifiquement exercé leurs droits fondamentaux à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique.

En conséquence, je vous prie instamment :

- **de libérer immédiatement Pieter Likumahua, Alexander Workala et Benjamin Naene, et d'abandonner les charges retenues contre eux ;**
- **de veiller à ce qu'ils aient accès régulièrement et sans restriction à leur famille et à l'avocat-e de leur choix, conformément aux normes relatives à l'équité des procès ; et**
- **de veiller à ce qu'ils soient protégés contre la torture et les autres formes de mauvais traitements, et à ce qu'ils bénéficient de soins médicaux adaptés, à leur demande ou si nécessaire.**

Veuillez agréer, Monsieur le Chef de la police nationale, l'expression de ma haute considération.

COMPLEMENT D'INFORMATION

Le 7 avril 2021, une vingtaine de soldats armés de pied en cap ont effectué une descente au domicile d'Alexander Workala. Après avoir trouvé un livre et le « *Benang Raja* », le drapeau de la République des Moluques du Sud (RMS), ils ont emmené Alexander Workala au poste de police du Seram Bagian occidental. Dans ce poste de police, Alexander Workala a été frappé à la tête. Cette nuit-là, il a été interrogé et a avoué être un militant du mouvement de la République des Moluques du Sud (RMS), et que le drapeau lui avait été remis par Pieter Likumahua. La police l'a accusé de trahison. Il a nié ces accusations et déclaré n'avoir milité pour l'indépendance de la République des Moluques du Sud (RMS) vis-à-vis de l'Indonésie que par des moyens pacifiques.

Le lendemain, le 8 avril, la police est allée chercher Pieter Likumahua à son domicile pour l'interroger au sujet d'Alexander Workala. Au bout d'une nuit d'investigations, Pieter Likumahua a été déclaré suspect dans cette affaire et placé en détention dans la prison du poste de police du Seram Bagian occidental. Benjamin Naene, qui accompagnait Pieter Likumahua, a lui aussi été arrêté et placé en détention après avoir avoué à la police qu'il était un militant du mouvement de la République des Moluques du Sud (RMS). Les deux hommes ont été inculpés de trahison.

Le 30 juin, la police a fait savoir à l'avocat de Pieter Likumahua que la détention de ce dernier était prolongée jusqu'au 6 août en raison de l'enquête. Cette mesure est inacceptable en pleine pandémie de COVID-19. La police aurait dû remettre immédiatement en liberté Pieter, Alexander et Benjamin.

Les articles du Code pénal relatifs à la « trahison » (*makar*) continuent d'être souvent utilisés alors que la définition de cette infraction y est tellement vague qu'elle n'a plus de lien avec l'objectif initial de ces dispositions. En juin 2007, Johan Teterissa et 22 autres Moluquois ont été arrêtés puis emprisonnés pour avoir participé à une manifestation pacifique pendant un événement organisé par le gouvernement à l'occasion de la Journée nationale de la famille, à Ambon, la capitale de la province des Moluques, dans l'est de l'Indonésie. Ces hommes ont été inculpés de « trahison » (*makar*) au titre des articles 106 et 110 du Code pénal indonésien (KUHP) pour avoir exécuté une danse de guerre traditionnelle et déployé le drapeau « *Benang Raja* » devant le président Susilo Bambang Yudhoyono, alors en exercice. Ils ont ensuite été incarcérés dans des prisons sur l'île de Java, à plus de 2 500 kilomètres des Moluques. Ils auraient été torturés en détention et n'auraient pas reçu de soins médicaux adéquats pour les blessures qu'ils ont subies. Un des détenus, Yusuf Sapakoly, est mort des suites d'une insuffisance rénale dans un hôpital à Ambon, après s'être vu refuser par les autorités carcérales l'accès aux soins médicaux dont il avait besoin. En avril 2014, Simon Saiya, un autre militant qui aurait été le président du RMS, a été arrêté après avoir mené un convoi pour commémorer l'anniversaire du RMS en agitant le drapeau « *Benang Raja* », dans la région de Wainitu, aux Moluques. Il a été condamné à trois ans d'emprisonnement, mais il est décédé à l'hôpital, à Ambon, en 2016.

Les autorités indonésiennes ont utilisé des dispositions du Code pénal, essentiellement les articles 106 et 110, pour poursuivre, aux Moluques et en Papouasie, des dizaines de militants indépendantistes pacifiques n'ayant fait qu'exercer pacifiquement leurs droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique.

Amnesty International ne prend aucunement position sur le statut politique des provinces ou autres subdivisions en Indonésie, ni dans aucun autre pays, y compris en ce qui concerne les appels à l'indépendance. Cependant, l'organisation estime que le droit à la liberté d'expression concerne également les questions d'ordre politique.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : Bahasa indonesia, anglais
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 19 septembre 2021
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

NOM ET PRÉNOM : Pieter Likumahua [il], Alexander Workala [il] et Benjamin Neine [il].